



FRANCE

Municipales, 150 Parisiens démunis partagent leurs attentes



Ce 17 février, Boubaker, un Algérien arrivé en 2017, partage à Béatrice Leca ses difficultés à trouver un emploi stable. Marc Chaumeil pour La Croix

— En exclusivité, à moins de trois semaines des élections municipales, la délégation parisienne du Secours catholique présente dans *La Croix* son plaidoyer à destination des candidats et des électeurs.

— Celui-ci a été élaboré à partir d'ateliers menés auprès de personnes en situation de précarité.

Ce mardi de février, les langues se délient autour de la vaste table en bois de l'accueil de jour «La voûte» du Secours catholique, à Paris. Une dizaine de bénéficiaires participent à cet atelier organisé par la délégation parisienne de l'association en vue des élections municipales de 2026. Mené auprès de 150 personnes en grande précarité, ce projet vise à recueillir leurs préoccupations afin de les relayer dans un plaidoyer à destination des candidats et des électeurs et publié en exclusivité dans *La Croix*.

Pour Nassad, Panini, Fatima, Younes et leurs compagnons, le

désir d'être entendu prend le pas sur la pudeur. Chacun livre tour à tour son histoire et tente de trouver les bons mots pour répondre à la question : «*Que demanderiez-vous si vous étiez face au maire ?*» Elle est posée par Béatrice Leca, la bénévole du Secours catholique animant l'atelier. Regard bienveillant derrière ses lunettes rondes, cette retraitée lectrice de *La Croix* grâce à laquelle nous avons connu cette initiative prend consciencieusement des notes pour retranscrire les propos tenus.

Le témoignage de Boubaker est particulièrement poignant. Cet Algérien d'une soixantaine d'années vit dans la rue depuis qu'il est arrivé en France en 2017 et n'arrive pas à trouver un emploi stable en tant que déménageur. «*Moi, je demande juste à avoir un petit coup de pouce, un toit. Même 4 m², ça me va*, assure-t-il. *Je n'en peux plus de dormir dehors, de ne pas être en sécurité.*» Le manque d'accès à un logement est de loin la

première des préoccupations citées. «*Quatre hôtels sont fermés porte de Bagnolet. Pourquoi ne peut-on pas nous accueillir ?*, interroge de sa voix rauque Younes, un Tunisien résidant en France depuis vingt-cinq ans. *Le plus important est d'avoir un foyer. Si tu dors dehors, tu n'as pas le temps de faire des démarches et tu ne peux pas bien travailler.*»

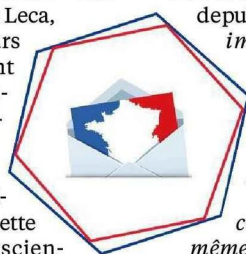
«*On est des gens conscients, on pourrait même verser une petite somme selon nos moyens*», appuie Nassad. Après onze années de précarité, Fatima, elle, n'espère plus grand-chose. La femme aux traits fatigués, qui vit dans un logement insalubre, ose à peine demander : «*Est-ce qu'on pourrait juste fixer dans la loi dix ans d'attente maximum pour avoir un logement social ?*»

Une détresse similaire est palpable dans les témoignages relayés dans le plaidoyer «*Vivre à Paris : Le point de vue des plus précaires*», publié vendredi

« Je demande juste à avoir un petit coup de pouce, un toit. Je n'en peux plus de dormir dehors, de ne pas être en sécurité. »

27 février par le Secours catholique. Que ce soit sur l'accès aux droits, à un hébergement et à l'emploi, l'association pointe la responsabilité de «*la prochaine mandature pour y remédier*». Car des solutions existent. Le plaidoyer salue ainsi l'initiative des «*Territoires zéro chômeur longue durée*» visant à embaucher en CDI des personnes au chômage via des entreprises à but d'emploi (EBE), déjà déployée dans les 13^e, 18^e, 19^e, et 20^e arrondissements et qui «*mérite d'être développée sur l'ensemble du territoire parisien*».

Quant au logement, «*la situation actuelle est indigne d'une*



capitale comme Paris», clame le Secours catholique. «  tous les niveaux de l'offre de solutions, la municipalité peut aider à lever les blocages, directement ou par son influence politique», assure l'association. Elle appelle à «sortir de la logique d'urgence permanente» pour passer à une logique de prévention, avec «la réduction du recours aux hôtels sociaux et la création de solutions transitoires stables (résidences sociales, pensions de famille)».

Ces solutions doivent être associées à une «stratégie ambitieuse» en matière de logements sociaux, afin que ceux-ci redeviennent «la sortie naturelle et rapide de l'hébergement d'urgence» avec la transformation des bâtiments vacants, la lutte contre les logements insuffisamment occupés et des critères d'attribution plus transparents. Et le plaidoyer de conclure: «Conduire avec les personnes les plus démunies les politiques dont elles ont besoin, c'est un gage d'efficacité, de mobilisation citoyenne et de bonne santé civique.»

Lauriane Clément

repères

Près de 4 000 personnes sans abri à Paris

Lors de la Nuit de la solidarité 2026, une opération de recensement annuelle qui s'est tenue dans la nuit du 22 au 23 janvier, 3 857 personnes sans solution d'hébergement ont été décomptées à Paris.

Ce résultat marque une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière. Il s'agit du décompte le plus élevé depuis la première Nuit de la solidarité organisée en 2018.

Cette hausse de 350 personnes s'explique «principalement par l'augmentation du nombre de personnes vivant en campement de plus de 20 personnes», selon le bilan présenté par le Grand Paris, la ville de Paris et l'Union nationale des centres communaux d'action sociale.